

M. McKENZIE: Hier, nous avions lieu de croire que mon très honorable ami était bien de son époque et qu'il ne trafiquait pas des vieilles défroques de l'*Albertan*. C'est hier, le 15, qu'il a adressé la parole, et l'article a paru le 8.

Le très hon. M. MEIGHEN: Le journal changera peut-être encore d'opinion.

M. McKENZIE: C'est possible; mais les gens, à mon avis, ne trouveront pas que les articles de fond de l'*Albertan* sont de nature à étayer suffisamment l'argumentation du premier ministre. Ceci démontre tout simplement que dans une situation désespérée on s'accroche même à un brin de paille. M'est avis qu'en dépit de la finesse de son esprit, mon très honorable ami s'est plutôt laissé induire en erreur par quelqu'un qui lui a rapporté que l'*Albertan* s'était prononcé dans ce sens-là. C'est ainsi qu'il en serait arrivé à une fatale conclusion. Je souhaite donc qu'au premier caucus ministériel il déclare à ses partisans—il n'en ferait rien en public, je le sais—que tout ce qu'il a puisé dans l'*Albertan* pour étayer sa cause est absolument faux et tombe à plat, et que pour le moment la démonstration du chef de l'opposition reste entièrement irréfutée.

Que le premier ministre soit peu enclin à prêter l'oreille aux députés de la gauche, voilà qui est bien possible. Si ses amis et ses partisans lui donnaient de sages conseils et qu'il se sentit appuyé par le pays tout entier, il aurait parfaitement le droit de faire peu ou point de cas des dires de l'opposition, bien qu'il soit toujours bon de tenir compte des avertissements qui nous sont donnés—quelle qu'en soit la provenance—et de peser avec soin toutes les observations qui nous sont faites, fussent-elles formulées par nos pires ennemis. Il semble que le premier ministre aurait dû déjà prêter aux avis de ses meilleurs amis l'attention qu'ils méritaient, et je considère qu'il fera bien désormais de tenir compte de leurs opinions. L'année dernière, la *Gazette* de Montréal, journal dont le précieux appui est depuis longtemps acquis aux conservateurs, donnait de sages conseils à ses amis et formulait certaines opinions à l'égard du cabinet alors aux affaires. Voici ce qu'il disait:

L'art de gouverner est d'une extrême difficulté même sous les plus heureux auspices, mais un ministre sans chef et sans politique doit faire le désespoir de ses amis. Le public à la mémoire courte et la reconnaissance populaire est chose inconnue. Le corps électoral avait besoin d'un guide et d'une politique, il voulait se sentir en contact avec ceux qui

attirent la confiance; or, le Gouvernement manque de chef et de principes, il n'a point de relation avec le peuple. Cette situation ne s'est pas créée tout à coup; l'origine en remonte à la conclusion de la guerre. Depuis lors, on a plus d'une fois tenté de vains efforts en vue d'une coalition permanente, et les démissions successives de ministres ont fini par rendre la situation difficile pour le Gouvernement et décourageante pour qui le soutient.

Voilà ce que pensait ce journal-là il y a à peu près un an. Il y a été fait allusion à l'ouverture de la dernière session, et le premier ministre me dira sans doute que cet article n'a aucun rapport avec la situation présente, que l'on a pu avoir des griefs contre les membres et contre le chef du cabinet alors aux affaires, mais que l'état des choses n'est plus le même, puisque le cabinet s'est donné un autre chef et s'est infusé du sang nouveau; par conséquent, ne manquera-t-il pas de prétendre, que cette critique de l'an dernier ne vaut plus rien aujourd'hui. C'est un argument comme un autre. Mais nous voici maintenant en présence d'une opinion énoncée tout récemment —et ceci me porte à inviter bien respectueusement le premier ministre à prolonger un peu ses veilles pour lire les journaux et apprendre ainsi ce que ses amis disent de lui.

Le même journal ami, ce même journal que j'ai toujours considéré comme une puissante forteresse du torysme, faisait encore connaître son sentiment le 8 février, au lendemain même de la déroute du gouvernement à Peterborough. Voici ce qu'il disait:

Le Gouvernement a annoncé son intention de rester aux affaires jusqu'à la fin de son terme d'administration, et la Constitution le lui permet. Grâce à la majorité qui lui est assurée à la Chambre, il pourra se maintenir près de deux années encore, mais est-ce un ministère fort que l'on aura d'ici là? Cette majorité, quelque peu précaire à la prorogation des Chambres, est devenue encore moins nombreuse. Dans les élections partielles qu'il a remportées, le Gouvernement n'a fait que conserver des sièges qui lui étaient déjà acquis; de ce côté-là, rien n'indique une plus grande somme de confiance, tandis que les sièges contestés d'Elgin-Est et de Peterborough-Ouest ont été conquis par l'opposition, ce qui diminue d'autant la force du ministère.

Au point de vue constitutionnel, la perte d'une ou deux élections partielles n'entraîne pas la chute du cabinet, mais nul gouvernement ne peut fermer les yeux sur le "mane, thecel, pharès", et surtout, aucun gouvernement ne peut rien gagner à l'heure présente ni se maintenir à l'avenir qui ne tient son existence du suffrage populaire. Il se trouve que, sauf le vote des subsides, le moment actuel est favorable à la tenue d'une élection. Les créanciers de la couronne, c'est-à-dire le personnel administratif et les personnes qui ont rendu des services encore impayés et en prévision desquels il n'a pas été ouvert de crédits, ont droit